

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 20/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)

35, rue Tournière
80130 Béthencourt-sur-Mer

Références : 2024-C00
Code AIOT : 0005101995

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2024 dans l'établissement TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG) implanté 35, rue Tournière 80130 Béthencourt-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)
- 35, rue Tournière 80130 Béthencourt-sur-Mer
- Code AIOT : 0005101995
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société THG conçoit et produit des éléments de robinetterie de luxe sur la commune de Béthencourt-sur-Mer. Ces activités sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2011.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, le portillon du bassin de confinement était ouvert et l'exploitant a veillé à sa fermeture.

Ainsi, l'exploitant veillera à s'assurer en tout temps que le bassin de confinement n'est pas facilement accessible.

De plus, l'exploitant pourra utilement marquer le sens de fermeture des vannes à manoeuvrer en

cas de confinement des eaux d'extinction sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Fiches de données de sécurité	AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en oeuvre les actions correctives pour remédier aux non-conformités. L'inspection propose à M. le Préfet d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 12/10/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui prévoit notamment que : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ».
Constats : Un état des stocks des matières a été présenté. Il a été complété à la suite de l'inspection pour y inclure notamment les rubriques ICPE des produits chimiques, les grandes familles de ces produits (bases, acides ...), les quantités totales par grande famille et des précisions sur la nature des produits/déchets combustibles (au titre de la 1530). Un plan de localisation des produits et des déchets a également été présenté. Il a été complété à la suite de l'inspection pour y inclure des précisions sur la nature et la quantité des déchets par endroit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant a indiqué que les pièces fabriquées sont enveloppées à chaque étape dans des chiffons réutilisés. L'exploitant est informé qu'il est tenu de comptabiliser, dans son inventaire des stocks, cet emballage dès lors qu'il est stocké plus de 2 jours.</p> <p>L'exploitant pourra utilement réaliser des exercices de situation d'urgence avec sortie d'inventaire et de plan de localisation. L'exploitant pourra également se rapprocher des services du SDIS pour leur présenter les documents et échanger avec eux pour les améliorer.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui prévoit notamment que : « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS des matières dangereuses sont disponibles et accessibles. Par échantillonnage, les FDS consultées ont moins de 3 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure